

LE PIRATAGE, UN CRIME PRESQUE PARFAIT

Rémy SABATHIE

Sommaire :

Quelques éléments de contexte

I- Les raisons du piratage

II- Piratage et mafias: un mariage criminel

III- Les pirates de la terreur

Conclusion : the end of piracy ?



Les Yeux du Monde.fr

À l'image des économies étatiques au XXI^{ème} siècle, le piratage de films et la contrefaçon de DVD sont devenus des activités intégrées, régionalisées mais aussi transnationalisées et globalisées. On peut dès lors esquisser une géopolitique du cinéma mondial, axée sur les rivalités de pouvoirs entre Hollywood (mais aussi les autres cinématographies nationales) et les industries pirates. Inévitablement, l'enjeu financier est tel que d'autres acteurs et pôles de pouvoir sont impliqués : autorités locales et nationales, l'hégémon américain, des bandes criminelles organisées et des réseaux terroristes. En somme, à qui profite le trafic du 7^{ème} art ?

Quelques éléments de contexte

En 2014, un monde multipolaire se dessine sous l'effet du déclin relatif des États-Unis qui demeurent encore la seule superpuissance. Leur hégémonie est certes contestée mais aucune autre puissance ne peut ni ne veut prendre la place de l'oncle Sam au sommet de la hiérarchie des puissances. Porté par les étoiles d'Hollywood, le cinéma américain, lui aussi à sa manière, domine les cinématographies du monde entier. Ses films s'exportent sur tous les continents. Dans la plupart des marchés étrangers, les films américains réalisent davantage d'entrées que les films locaux. Il s'agit d'un cinéma universel et *mainstream*ⁱ.

Pour comprendre l'hégémonie du cinéma américain sur le 7^{ème} art, il faut rappeler que le cinéma fut considéré, depuis son origine, comme une industrie aux États-Unis. Il s'agit d'une activité lucrative gérée par de véritables firmes : les grands studios américains ou *majors*ⁱⁱ. L'industrie du divertissement est d'ailleurs un des seuls secteurs économiques américains à afficher constamment des résultats positifs et à engranger des bénéfices colossaux.

Durant la Guerre froide, le cinéma hollywoodien, toujours soutenu par le pouvoir politique américain, a connu une longue période d'affrontement avec les cinématographies étrangères. Les studios hollywoodiens les considèrent comme des adversaires et veulent donc les écraser pour régner sur le cinéma mondial. Seulement, dans les années 1990, la fin de la Guerre froide et les accords du GATT concernant l'exception culturelle changent la donne. Hollywood revoit sa stratégie de rayonnement mondial : les studios états-uniens passent de la lutte acharnée à la coopération entre cinématographies en créant des partenariats gagnant/gagnant.

L'après Guerre froide est synonyme d'accès aux marchés des ex-États soviétiques pour les *majors* hollywoodiennes. Leur horizon commercial est ouvert, leur appétit aiguisé. Aujourd'hui, les grands studios californiens n'ont qu'une obsession : atteindre les pays émergents et conquérir leurs marchés. La lutte contre le piratage s'inscrit dans cette démarche de coopération intercinématographique. Il s'agit de développer un combat commun, de créer un ennemi commun (le piratage) pour se rapprocher des marchés inaccessibles potentiellement hyper lucratifs. On passe donc du *hard power* (mesures coercitives : embargo sur le cinéma américain à l'étranger) au *soft power*ⁱⁱⁱ. Le but reste le même : il s'agit de promouvoir le cinéma hollywoodien dans le monde pour renforcer le *soft power* états-unien et étendre l'influence américaine.

Ceci participe de la stratégie du pivot, élaborée par l'administration Obama. Nous assistons au basculement de la politique économique et des intérêts vitaux américains de l'Atlantique vers le Pacifique et au recentrage des priorités de la politique étrangère états-unienne du Moyen-Orient vers l'Asie-Pacifique. Le cinéma hollywoodien n'échappe pas à la règle. Le principal objectif des *majors* est de conquérir par la séduction les immenses marchés asiatiques notamment la Chine et l'Inde.

Cependant, le marché du film et ses rentes colossales n'intéressent pas seulement Disney ou Warner Bros. L'histoire nous indique que la route du cinéma croise perpétuellement celle des mafias. En vérité, il existe une vieille tradition d'infiltration mafieuse du cinéma aux États-Unis et ailleurs. Il s'agit d'une criminalité interne de production en amont (presque exclusivement du blanchiment d'argent en investissant dans un film, un studio ou une salle de cinéma). De nos jours toutefois, le piratage et la contrefaçon de biens culturels relient le cinéma au crime organisé. On pourrait alors parler de criminalité externe de distribution en aval de la chaîne de production filmique. Les pirates n'ont pas grand-chose à voir avec le cinéma, sa production, les acteurs, les réalisateurs ou les salles de projection. Ils ne s'intéressent pas au contenu des films, à l'inverse des anciens gangsters qui souhaitaient parfois développer une véritable mythologie de la mafia grâce au cinéma. Les pirates se contentent de copier les films et de les distribuer, dans les rues et sur la toile, partout dans le monde. La manne financière, engendrée par le piratage de films, est si titanesque qu'un nouveau type d'acteur

transnational s'y intéresse tout particulièrement : les groupes terroristes.

Mais avant d'aborder le cœur de notre sujet, revenons sur la source majeure de cet article. Notre enquête se fonde sur un rapport de la RAND Corporation, un *think tank* américain mondialement réputé. Le rapport, publié en 2009, s'intitule *Film Piracy, Organized Crime, and Terrorism*^{iv}. Cette étude fut commandée par la *Motion Picture Association (MPA)*. Il s'agit du cartel dont le rôle consiste à défendre les intérêts du cinéma américain sur le territoire national (lobbying) et à l'étranger (diplomatie internationale). La *MPA* participe au rayonnement mondial d'Hollywood. Son principal combat aujourd'hui se résume à la lutte contre le piratage (téléchargement illégal, contrefaçon de DVD) car ce crime contre la propriété intellectuelle induit un manque à gagner d'environ six milliards de dollars chaque année pour l'industrie américaine du divertissement.

Les raisons du piratage

Le grand banditisme et le terrorisme se sont approprié le marché noir de la contrefaçon de produits culturels dans un but précis : le premier recherche des bénéfices importants, une rentabilité accrue et une potentielle source de financement pour redynamiser d'autres activités criminelles ; le second souhaite se doter d'une nouvelle source de revenus pour financer son recrutement et ses opérations. Mais quelles sont les raisons du succès du piratage filmique au sein du monde souterrain de la criminalité ?

La première raison est une entrée relativement facile dans la contrefaçon car l'obstacle financier est faible voire négligeable. Il s'agit d'une barrière fragile de l'ordre de quelques centaines d'euros pour lancer une microfabrique de DVD piratés. En effet, la mondialisation rend la technologie accessible et, par conséquent, la contrefaçon également. La seconde raison est la rentabilité très élevée de la contrefaçon de DVD. Elle est souvent supérieure à celle du narcotrafic car graver un DVD nécessite un savoir-faire et un coût réduits. Le DVD de contrefaçon est un des produits les plus rentables au monde... avec le pop corn ! Les mafias s'en sont rendues compte et ont massivement investi dans cette filière extrêmement lucrative.

En outre, les risques sont beaucoup moins élevés que pour les autres activités criminelles (narcotrafic, trafic d'êtres humains, prostitution). Le piratage est moins surveillé, moins puni et bénéficie du laxisme des autorités lorsque ce ne sont pas des lacunes

juridiques. Très peu de pirates de film vont en prison. Le rapport de la RAND Corporation indique que le piratage profite au crime organisé car il bénéficie de sa couverture de « crime sans victime ». Or, le piratage sert à financer des activités terroristes et criminelles. Il constitue donc une menace indirecte pour la sécurité publique.

En outre, la clientèle visée par la contrefaçon de DVD et le téléchargement illégal est beaucoup plus large que celle du narcotrafic. Les consommateurs de DVD n'ont pas de souci à se faire pour leur santé, au contraire des drogués ; le risque d'arrestations pour un consommateur de films piratés est minime voire quasi inexistant dans la plupart des cas alors que détenir de la drogue est beaucoup plus risqué.

Un des facteurs expliquant l'attractivité du piratage de films est la forte demande de contenus notamment de films américains *mainstream*, dans le monde entier. Or, cette demande n'est pas satisfaite partout. Au contraire, de nombreux pays élèvent des barrières contre la libre circulation des produits culturels (surtout contre les films américains) en fixant des taxes et/ou des quotas de films étrangers. C'est le cas de la Chine et de son ministère de la Censure qui n'autorise la projection que de vingt films hollywoodiens par an sur son territoire. Face à une réglementation aussi stricte, les besoins des consommateurs ne sont pas satisfaits. C'est pourquoi des réseaux parallèles de fabrication et de distribution de DVD voient le jour. Dans une perspective libérale, on pourrait dire que les barrières au libre échange créent les conditions de la naissance et de l'épanouissement d'une économie grise, d'une économie souterraine reposant sur la contrefaçon de DVD et le piratage de films. Les différents canaux de ce marché noir alimentent les finances du crime organisé et de certaines cellules terroristes.

Les infrastructures de production et les réseaux de distribution de DVD piratés constituent aussi un moyen d'établir et de diffuser la propagande des groupes terroristes. Les principaux objectifs du terrorisme islamique consistent à gagner l'assentiment des populations locales, recruter, pointer les faiblesses de l'Amérique et de l'Occident, diaboliser les États-Unis (le Grand Satan), divulguer des revendications, des messages politiques (idéologiques) et inspirer la terreur au monde entier. Par ailleurs, on notera la haute qualité et les supports multimédias utilisés par les groupes terroristes pour diffuser leurs messages. Le piratage et la contrefaçon jouent un double rôle bénéfique

pour les groupes terroristes : d'une part, garantir et assurer un financement ; d'autre part, établir et diffuser une propagande.

Les avantages du piratage se composent principalement d'une demande croissante, d'un profit élevé, de risques minimes et de barrières basses pour entrer sur ce marché noir. Ces atouts indéniables participent de l'intégration économique et stratégique de la contrefaçon de DVD dans le crime organisé. Les chercheurs de la RAND Corporation affirment que les bandes criminelles organisées combinent plusieurs méthodes criminelles parmi lesquelles le piratage, la contrefaçon, le racket, le trafic d'êtres humains, le blanchiment d'argent, les jeux illégaux, le prêt usuraire, le narcotrafic, la prostitution, le trafic d'armes, les contrats de meurtres ou encore la falsification de documents. Le piratage et la contrefaçon de films sont donc des activités intégrées aux méthodes du crime organisé et prennent part à la complémentarité des trafics, érigée en système mafieux.

L'enjeu est de taille pour les groupes criminels. Leur mainmise sur la production et la distribution des films piratés constitue un nouveau moyen d'assurer un contrôle territorial local. Les fabriques de DVD contrefaits, les points de vente et les vendeurs à la sauvette disséminés sur l'intégralité du territoire d'une bande criminelle organisée assurent une présence permanente et permettent aux gangsters de sécuriser leur territoire. L'inefficacité, la complaisance voire la corruption des autorités participent à la création de véritables sanctuaires de la contrefaçon de DVD. La géopolitique de la criminalité s'invite alors au cinéma.

Piratage et mafias: un mariage criminel

Certaines régions du monde sont particulièrement concernées par le piratage et la contrefaçon de DVD au service du crime organisé. Ces *hot spots* du piratage se trouvent principalement au sein des pays émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil, dans le monde en développement connaissant un fort taux de criminalité et un narcotrafic galopant (notamment la Malaisie, le Pakistan, l'Indonésie ou encore la Colombie) ainsi que dans les États issus de la dissolution du bloc soviétique (la Russie, la Roumanie, l'Ukraine, la Lituanie et le Kazakhstan). Ajoutons que la corruption est un des facteurs majeurs de l'ancrage et de l'épanouissement du piratage au sein de ces régions du globe. Dans de nombreux pays en développement, il est parfois presque impossible de se procurer un DVD

authentique. La contrefaçon a envahi le marché et tend à être plus ou moins acceptée de manière tacite par les autorités locales du fait de la corruption, de la pauvreté et d'une législation lacunaire.

Aux antipodes de ce monde, les États-Unis et le Canada forment un large marché pour la contrefaçon de DVD. En effet, le « marché domestique » comme on l'appelle outre-Atlantique, concentre à la fois une forte demande de films et une tradition du cinéma séculaire. La forte immigration asiatique explique l'implantation de gangs ethniques à l'image de Chinatown, de véritables villes dans la ville dans lesquelles la contrefaçon de DVD est monnaie courante. Elle est une source de financement importante pour les gangs asiatiques. La diaspora chinoise est un des facteurs de l'irruption de la contrefaçon de DVD en Espagne, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Les copies illégales, le matériel et le savoir-faire viennent bien souvent des grandes métropoles côtières chinoises comme Shanghai ou Guangzhou.

Grâce à l'éclairage du rapport de la RAND Corporation, abordons maintenant quelques exemples de liens forgés entre les organisations criminelles et le piratage, à travers le monde.

L'organisation Yi Ging opère dans New York, à Chinatown notamment. Ses locaux de fabrication de DVD contrefaits lui auraient rapporté une dizaine de millions de dollars. Yi Ging est connue pour le narcotrafic (Ecstasy, kétamine), ses rackets et d'autres violences. La contrefaçon lui permet de renforcer son contrôle du territoire (quadrillage du territoire par les vendeurs et les petites boutiques de distribution de DVD) et de financer d'autres activités (diversification). L'organisation Yi Ging est transnationale puisque la filière remonte en Chine où d'immenses fabriques produisent des DVD et des CD piratés, ensuite envoyés aux États-Unis, sous la direction du gangster chinois Geng Chen. Les ramifications de ce réseau démontrent que le piratage de produits culturels est parfaitement intégré aux activités des bandes criminelles, organisées telles des firmes transnationales.

L'organisation Jah officie également dans la ville de New York. Il s'agit d'une entreprise illégale regroupant des immigrés Chinois et Ouest-Africains souvent clandestins. Son fonctionnement est fondé sur un principe : créer un vaste réseau de piratage et de contrefaçon de DVD pour blanchir de l'argent sale. Cette opération a pour but le blanchiment de plusieurs dizaines de millions de dollars américains.

Une partie de l'argent blanchi est remis à des fabricants de Chine, d'Inde et du Vietnam.

Au Royaume-Uni maintenant, le sud de Londres possède une grande concentration de pirates de DVD. Ces trafiquants emploient bien souvent des migrants illégaux comme main-d'œuvre afin de fabriquer ou de vendre les produits contrefaits. Il s'agit là d'une exploitation brutale (main-d'œuvre sous-payée docile car menacée, conditions de travail et de logement misérables). L'affaire Lin Liang Ren démontre la corrélation entre le piratage et le trafic d'êtres humains et plus précisément d'immigrés chinois clandestins en Grande-Bretagne. Ces activités illicites aboutirent à la mort tragique par noyade de vingt-et-un immigrés chinois.

La compagnie Lotus utilise le même système d'asservissement d'immigrés chinois illégaux qui sont obligés de se convertir en vendeurs à la sauvette de DVD contrefaits pour s'acquitter de leurs dettes vis-à-vis de trafiquants peu scrupuleux. Les DVD contrefaits en provenance de Malaisie sont donc vendus par des trafiquants d'êtres humains afin d'obtenir une rentabilité maximale.

En Espagne, les opérations Katana et Sudoku aboutirent au démantèlement d'un réseau de trafiquants d'êtres humains. Ce sont encore une fois des immigrés chinois illégaux, qui pour la plupart, sont en transit en Espagne et restent le temps de payer leurs dettes avant de gagner le Royaume-Uni. Le piratage consiste en l'activité principale du gang ; le trafic d'êtres humains n'étant qu'un moyen d'augmenter la rentabilité de la contrefaçon. Les autorités mirent la main sur un complexe de production et de distribution de DVD et de CD gigantesque. La production et la vente étaient estimées à de plus d'un million de produits par mois. Il fallut vingt-trois raids coordonnés et une longue investigation préliminaire pour démanteler ce réseau « d'industries de l'ombre ». D'autres cas similaires furent ensuite recensés : le chiffre d'affaire de ce type de cellule de piratage organisé est estimé à plus de deux cent mille euros par jour.

En Italie, la Camorra s'est lancée dans la contrefaçon de DVD depuis 1986. Cela en fait un des principaux précurseurs au sein du crime organisé. Il s'agit d'un exemple d'expansion horizontale d'une mafia qui cherche à diversifier ses activités pour augmenter ses revenus, échapper aux contrôles et amoindrir les risques. La Camorra est très régionalisée : son territoire (noyau dur) comprend la ville de Naples et la région de la

Campanie mais c'est aussi un réseau transnational, intégré à la mondialisation des trafics. Pour s'en convaincre, il suffit de constater les milliers de fabriques chinoises qu'elle contrôle à travers le monde et sa coopération avec les triades chinoises et taïwanaises.

À Hong Kong, deux principales triades, Wo Shing Wo (WSO) et Sun Yee On, pratiquent le piratage de contenus culturels depuis les années 1980. La contrefaçon de DVD et de CD leur permet de diversifier une large gamme d'activités criminelles et de les financer. Elle facilite et renforce le contrôle territorial des triades dans les rues de Kowloon ce qui est très important puisque de ce maillage du territoire dépendent d'autres activités lucratives pour les triades hongkongaises comme la prostitution, le racket, le narcotrafic et le trafic d'êtres humains.

Plus au sud, la Malaisie est une plaque tournante du commerce mondial. Elle se situe à la jonction de deux océans (Océan Pacifique et Océan Indien), au niveau d'un point géostratégique : le détroit de Malacca. Les trafiquants, à l'image de la triade Ang Bin Hoey, profitent de cette situation géographique pour infiltrer leur marchandise contrefaite au sein de l'aéroport international de Kuala Lumpur et du seizième port de conteneurs le plus grand du monde : Port Klang. La Malaisie possède des infrastructures de production de DVD et de CD illégaux démesurées par rapport à sa population relativement réduite : vingt-cinq millions d'habitants. Environ 90% des produits culturels contrefaits sont en effet destinés à l'exportation en direction des marchés noirs du monde entier : Asie Pacifique, Europe et Amérique du Nord principalement.

Ces différents cas à travers le monde montrent que le piratage et la contrefaçon de produits culturels ne constituent pas un « crime sans victime ». Au contraire, le grand banditisme contrôle des lignes entières de production de DVD et de CD de contrefaçon et inonde chaque année le marché noir de millions de produits illégaux. Ces bandes criminelles organisées commettent des crimes graves en mêlant le piratage de contenus culturels à la prostitution, au trafic d'êtres humains, au narcotrafic et aux meurtres.

Cet enchevêtrement d'activités criminelles, financé en partie par le piratage de films, est coordonné par des gangs et des mafias. Toutefois, d'autres acteurs géopolitiques et transnationaux usent de la contrefaçon de DVD et de CD pour soutenir leurs

opérations principales : il s'agit de certains groupes terroristes.

Les pirates de la terreur

Les organisations criminelles et les groupes terroristes ne constituent pas des entités de même nature. Leurs objectifs divergent puisque le crime organisé recherche avant tout le profit financier tandis que les réseaux terroristes développent des revendications politiques et des messages idéologiques. Toutefois, même si leur combat n'est pas le même, mafias et terroristes ont besoin de sources de financement, composées essentiellement de divers trafics illicites. C'est ainsi que le piratage et la contrefaçon de biens culturels se retrouvent connectés au crime organisé et au terrorisme international.

À l'origine, le piratage n'est donc qu'un moyen de financement du crime ou de la terreur. Seulement, les profits engendrés par cette méthode sont tels que le piratage devient parfois un enjeu en soi. Les organisations criminelles tendent alors à s'approprier l'ensemble de la chaîne de production et de distribution des films piratés. Le moyen glisse vers le but. Certains groupes terroristes connaissent le même phénomène en conservant des revendications politiques de façade alors que le cœur de leur activité est désormais redirigé vers les trafics lucratifs comme le piratage. Ceci n'est pas nouveau : les FARC^v en Colombie délaissent peu à peu leur rébellion politique pour se concentrer sur le contrôle du narcotraffic.

Selon les chercheurs de la RAND Corporation, il existe trois types de liens entre le piratage et le terrorisme. Tout d'abord, le groupe terroriste peut décider de diversifier ses sources de financement et adopter les méthodes du crime organisé en choisissant la voie du piratage de films. La cause des terroristes justifie tous les moyens, incluant notamment le basculement dans le crime organisé et le piratage. Pour certaines cellules terroristes, ce basculement est inévitable afin de financer leurs campagnes de recrutement de soldats et leurs opérations (collecte de renseignements, entraînement, armement, attentats).

Ensuite, une organisation criminelle peut se transformer en groupe terroriste en revendiquant un but politique tout en continuant d'appliquer ses anciennes méthodes lucratives dont la contrefaçon de DVD.

Enfin, un groupe terroriste peut se métamorphoser peu à peu en organisation criminelle dénuée de

volonté politique et se consacrer alors à la recherche du profit, notamment par la voie du piratage de contenus culturels. Les cellules terroristes diversifient leurs activités ce qui concourt à brouiller les frontières entre le terrorisme, le crime organisé et la contrefaçon ; trois activités illicites de plus en plus connectées. On assiste, en plus des alliances entre groupes criminels et cellules terroristes, à une « gangstérisation » de certains mouvements terroristes qui consacrent davantage leurs forces à établir, sécuriser et augmenter leur marché noir plutôt qu'à mener leur révolution.

Penchons-nous maintenant sur trois cas concrets de connexion entre le piratage et le terrorisme.

En Amérique du sud, la zone-frontière entre le Brésil, l'Argentine et le Paraguay abrite un des plus grands marchés noirs du monde, situé à Ciudad del Este. Cette région représente le centre névralgique du réseau Barakat, une organisation criminelle dirigée par Assad Ahmad Barakat, un sympathisant du Hezbollah. En effet, le réseau Barakat fournit un soutien financier de plusieurs millions de dollars au mouvement terroriste libanais (Hezbollah). Ciudad del Este est d'ailleurs le refuge d'environ quinze mille Libanais qui contrôlent de nombreux points de vente ainsi que d'autres places stratégiques, au sein du marché noir latino-américain. On estime que l'apport financier du réseau Barakat est tel qu'il représente environ 10% des sources de financement du Hezbollah. Assad Ahmad Barakat et quelques uns des leaders de son réseau sont désormais qualifiés de terroristes globaux (inscrits sur la liste *Specially Designated Global Terrorists*^{vi}). L'argent sale, transféré au Hezbollah, est issu d'un ensemble de trafics incluant la contrefaçon de DVD et de CD à Ciudad del Este. Les trafiquants libanais se servent du manque d'exigence des certificats d'authenticité paraguayens et de la corruption ambiante pour faire accepter voire légaliser leur marchandise contrefaite. Cette zone-frontière apparaît dès lors comme une vaste plateforme de l'économie grise finançant en partie le terrorisme islamique.

Cependant, le terrorisme islamique n'est pas le seul à employer la contrefaçon de DVD pour financer son développement. En Irlande du Nord, les troupes paramilitaires mènent une rébellion depuis les années 1960 et jusqu'à la fin des années 1990. Cette lutte qui comprend de nombreux groupes différents engendre une montée du terrorisme en Irlande du Nord durant ces années. Dès le début des années 1990, certains groupes comme la PIRA (l'Armée républicaine irlandaise provisoire) utilisent le

piratage de films pour financer leurs opérations. Mais à la suite de l'Accord du Vendredi Saint (Accord de Belfast) en 1998, les tensions s'apaisent après de longues négociations. Même si le processus de paix perdure durant les années 2000, les activités terroristes cessent. C'est alors que ces nombreux groupes paramilitaires et terroristes se métamorphosent et s'orientent vers le crime organisé. Privés de motivations politiques claires en ces temps d'apaisement, les paramilitaires se tournent vers des objectifs lucratifs. Ils bénéficient, en effet, de l'héritage de leur réseau criminel, de leur connaissance et de leur contrôle du territoire, de bases pour opérer, du pouvoir par la peur qu'ils véhiculent et qui est toujours tenace et bien sûr de leurs méthodes de financement comme la contrefaçon de DVD et de CD qui prend alors une nouvelle dimension. En 2002, la police estime que les deux tiers des revenus de la PIRA proviennent du piratage.

En Inde maintenant, le réseau de Dawood Ibrahim est une des organisations criminelles les plus influentes de Bombay. À l'origine, son gang, appelé D-Company, tire son profit du narcotrafic, du trafic d'armes, du trafic de métaux précieux, de la prostitution et de l'extorsion. Cependant, l'organisation a besoin de diversifier ses sources de financements à la suite de l'application de nouvelles lois indiennes concernant l'or et l'argent, au début des années 1990. C'est alors qu'Ibrahim, le roi des trafiquants de Mumbai, décide d'infiltrer l'industrie indienne du cinéma, basée dans la métropole : Bollywood. Il s'agit d'une expansion verticale au sein de la filière cinématographique indienne puisque la D-Company contrôle d'abord la production des films (blanchiment d'argent) avant de s'intéresser à la distribution et enfin au piratage de films indiens et américains. Aujourd'hui, c'est la D-Company qui contrôle l'essentiel du marché noir de la contrefaçon de produits culturels à Bombay. Il s'agit d'un marché encore plus lucratif puisqu'il est transnational. La D-Company exporte des DVD et des CD contrefaits en suivant les lieux d'implantation de la diaspora indienne : États-Unis, Royaume-Uni, Espagne, Pakistan, Golfe persique. Ses méthodes violentes vis-à-vis de ses concurrents et son intégration verticale au sein de l'industrie indienne du cinéma lui permettent d'installer un monopole non seulement sur le piratage mais aussi sur la production et la distribution de films à Bollywood. Les producteurs, les acteurs et les cinéastes indiens sont presque obligés de traiter avec la D-Company pour faire leur métier. S'ils ne le font pas, ils prennent de gros risques et font encourir de graves dangers à leur famille. En 1993,

la D-Company devient une organisation terroriste en provoquant les attentats de Bombay. Elle développe ensuite des liens avec Al-Qaida et des terroristes du Cachemire. Sa mutation en entité terroriste soutenant d'autres groupes terroristes coïncide avec son entrée dans l'industrie indienne du cinéma et dans le piratage qui lui permet d'augmenter considérablement ses revenus. C'est le cas contraire de l'exemple des paramilitaires nord-irlandais. Ici, il s'agit manifestement d'une organisation criminelle qui mute en groupe terroriste.

The end...of piracy ?

Le rapport de la RAND Corporation lance un appel, un cri d'alarme en prônant une coopération élargie, alliant les États et les cinématographies nationales, pour faire front dans la bataille contre le vol de la propriété intellectuelle. Des mesures doivent être prises pour combler les lacunes juridiques, renforcer la répression à l'encontre des trafiquants, sensibiliser les consommateurs et protéger les cinématographies.

Cependant, il ne faudrait pas nier pour autant la mauvaise volonté de certains acteurs comme le gouvernement chinois qui attise le piratage du fait de la censure, des quotas et des taxes qu'il applique aux films importés (notamment en provenance des États-Unis). N'oublions pas non plus qu'il existe une certaine hypocrisie hollywoodienne car, malgré le combat de la MPA contre les pirates, le téléchargement illégal et la contrefaçon de DVD participent à la promotion du cinéma américain dans le monde ; surtout là où, comme en Chine, l'offre de films hollywoodiens n'est pas assez conséquente pour satisfaire une demande colossale.

La *Motion Picture Association* est une nouvelle fois prise dans un mécanisme de réflexe conservateur archaïque face aux nouvelles technologies de diffusion. En effet, son illustre dirigeant jusqu'à la fin des années 2000, Jack Valenti, s'est acharné à combattre successivement les cassettes VHS, puis les DVD et enfin Internet avant de les réutiliser pour accroître encore les bénéfices des studios américains. Par ailleurs, il est de bon ton au sein de la MPA de prétexter la fin du 7^{ème} art pour ouvrir les frontières des marchés récalcitrants comme la Chine. Le discours adopté est global (cas géographiquement dispersés); il invite au partenariat mais masque mal l'origine américaine du combat contre le piratage. Cette lutte qui prend parfois des allures de film hollywoodien avec l'annonce d'une menace mondiale : le piratage, au

service du terrorisme, menace la sécurité collective. La *MPA* poursuit sa mission en dénonçant la fermeture des marchés, la censure et le piratage à l'étranger mais le marché américain est quasi hermétique aux cinématographies étrangères, la censure y est exercée et les sites de téléchargements illégaux les plus importants sont américains à l'image de Megaupload. N'est-ce pas un autre signe d'hypocrisie ?

Les solutions proposées par la *MPA* pour lutter plus efficacement contre le piratage servent les intérêts commerciaux et politiques américains avant tout. C'est aussi une manière de fédérer les cinématographies et les États du monde entier autour d'un combat commun et juste et ainsi de s'en faire des partenaires et non plus des adversaires. Le but ultime n'étant pas la fin d'Internet ni même celle du piratage qui continuera d'exister mais l'ouverture progressive de nouveaux marchés prometteurs dans les pays émergents, là où la

demande en contenus divertissants notamment américains (films, séries, musique, jeux vidéo) se renforcent de jour en jour. La moitié de la population mondiale vit en Asie. Son accès à la culture *mainstream* est très réduit. Pour Hollywood, le meilleur moyen de toucher ce formidable bassin de consommateurs potentiels demeure le piratage... en attendant le jour où la Censure, érigée en véritable muraille de Chine, s'effondrera...

A propos de l'auteur...

Rémy SABATHIE est jeune diplômé (Master 2 Géopolitique). Il a été étudiant en classe préparatoire littéraire puis à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Sources et références :

ⁱ MARTEL, F., (2010) : *Mainstream. Enquête sur cette culture qui plaît à tout le monde*, Flammarion, Paris.

ⁱⁱ Disney, Warner Bros, Sony, Paramount, Twentieth Century Fox et Universal.

ⁱⁱⁱ NYE, J., (2004) : *Soft power. The Means to Success in World Politics*, Public Affairs.

^{iv} *Film Piracy, Organized Crime, and Terrorism* © Copyright 2009 RAND Corporation.

^v Les Forces armées révolutionnaires de Colombie mènent une guérilla contre l'État colombien depuis 1966 (année officielle de la création des FARC).

^{vi} Liste d'organisations étrangères aux États-Unis pouvant commettre des actes terroristes, ayant commis des actes terroristes ou soutenant le terrorisme et qui menacent par là même les citoyens américains, la sécurité, l'économie ou la politique étrangère des États-Unis. Le département du Trésor américain fit paraître cette liste à la suite des attentats du 11 septembre 2001.